

14. Octobre 2016

CAMPAGNE POUR LA PROTECTION DU PEUPLE SURUI ET LA PRESERVATION DE LEUR TERRE INDIGENE DE FORÊT AMAZONIENNE

Résumé de la campagne:

Le peuple Surui fait face à une invasion massive et croissante de leur terre indigène démarquée (TERRA INDIGENA DO SETE SETEMBRO) depuis le début de l'année 2016. Face à l'inaction du nouveau gouvernement brésilien, le chef du peuple Surui Almir Narayamoga Surui lance un appel à l'aide internationale pour arrêter l'exploitation illégale du bois, de l'or et du diamant sur la Terre Indigène Surui.

Actuellement, le chef Almir Surui estime à 300 le nombre de camions qui journalièrement transportent le bois volé vers les nombreuses scieries qui bordent la Terre Indigène Surui. Selon les estimations, plus de 600 hectares ont été dévastés depuis le début de l'année. De plus, les techniques d'extraction de l'or polluent gravement les rivières avec des rejets de mercure et cyanure. Les familles Surui sont régulièrement menacées par les hommes armés qui pénètrent illégalement sur la Terre Indigène Surui.

La campagne vise à obtenir du gouvernement brésilien l'application stricte de la loi brésilienne selon laquelle ces invasions sur une terre indigène démarquée sont totalement illégales. Seule une action officielle de l'état brésilien, avec des moyens appropriés peut arrêter l'invasion en cours. Le peuple Surui est totalement désarmé pour empêcher un écocide d'une telle ampleur.

1. Le contexte socio-politique historique du peuple Surui

Une séquence vertigineuse d'événements a fait entrer la génération actuelle des indiens Surui d'Amazonie brésilienne dans la société non-indigène. Le premier contact officiel avec la FUNAI (**Fundação Nacional do Índio**) a eu lieu il y a seulement 48 ans en 1969, quand la plupart des vieillards et des femmes d'aujourd'hui étaient des jeunes et des enfants; et il a été marqué par une épidémie de rougeole qui a décimé plus des deux tiers de la tribu. Immédiatement des luttes ont commencé pour accéder à la santé de base et la sécurité alimentaire, pour inverser la diminution de la population, préserver le maintien de la vitalité linguistique et culturelle, et se détachant d'entre tous, la guerre pour la démarcation du territoire, qui a pris fin en 1976. C'est une décennie plus tard qu'ont été établies les pratiques illégales d'exploitation forestière prédatrice dans ce que l'on appelait déjà la terre indigène du Sept Septembre.

Incapable d'offrir des alternatives pour la fourniture de revenus aux familles des Surui, et de faire face au harcèlement des bûcherons et des mineurs, les fonctionnaires de la FUNAI ont encouragé dans les années 1980 la mise en place d'accords commerciaux illégaux entre Surui et bûcherons pour extraire le bois, ouvrant la voie à un cercle vicieux de

COLLECTIF INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE INDIGENE SURUI

dépendance sur les ressources du bois. Le même processus se produit dans plusieurs terres indigènes de l'état de Rondônia et l'exploitation forestière illégale connaît son apogée dans les années 1990.

Pendant ce temps, le goudronnage de la route de Cuiabá à Porto Velho en 1986 a accéléré un processus migratoire qui, en moins de dix ans, a transformé la structure sociale, culturelle et physique du Rondônia et du Mato Grosso. Le développement routier a été financé par la Banque mondiale dans le cadre du programme fédéral de Polonoroeste. Avec la nouvelle route sont arrivés et se sont installés dans l'état les principaux vecteurs de la dégradation de la forêt et de la déforestation :

Tout d'abord la coupe sélective d'arbres jusqu'à l'épuisement des arbres de valeur commerciale; ensuite la coupe à blanc des zones boisées; puis l'occupation de ces zones, avec les encouragements du gouvernement, par des familles de colons avec leurs cultures et les agriculteurs avec leurs pâturages; et enfin la voie s'est ouverte à la domination de l'exploitation de produits de base tels que les bovins, la canne à sucre, le café et le soja.

Ces cultures principalement destinées aux marchés internationaux vont alors dicter l'occupation du territoire en développement jusqu'à aujourd'hui dans le Rondônia, mais déjà réalisé dans le Mato Grosso. A cette époque, les zones précédemment couvertes de forêt deviennent toutes des ranchs et des fermes, il ne reste aucune autre solution à l'industrie du bois qui a débuté dans les années 1980 et 1990 dans le Rondônia et le nord-ouest du Mato Grosso, que d'amplifier le harcèlement envers les peuples indigènes, puisque aujourd'hui les arbres ayant une valeur commerciale ne peuvent plus être trouvés que dans les territoires autochtones et d'autres zones protégées.

2. Initiatives des peuples indigènes

En 1988, dans le cadre des discussions de son assemblée constituante, l'**UNI (Union des nations indigènes)**, récemment créée, se constitue en un forum intertribal et cherche à établir des représentations du mouvement indigène à l'échelle nationale. Ailton Krenak était son représentant et s'est rendu dans l'état du Rondônia à cette occasion. Le mouvement de l'**Alliance des Peuples de la Forêt**, qui réunissait les peuples autochtones et collecteurs de latex de autour de la proposition de création de réserves extractivistes, visant à protéger la forêt et les populations traditionnelles qui y vivent, était à son apogée et avait à sa tête le célèbre Chico Mendes. Ailton Krenak, qui dirigeait la partie indigène du mouvement, connaissait bien les Surui. Il encourageait et soutenait la création de l'**Association Metareilá du peuple Indigène Suruí**, la première organisation ethnique, ainsi que la première association indigène dans l'état du Rondônia.

A cette époque, le commerce du bois illégalement extrait des terres autochtones de la région était intense. Initiée en 1986, elle avait l'approbation des propriétaires terriens ainsi que de l'administration locale de la FUNAI, renforcée par le soutien du président de cette institution.

Les discussions, réflexions et perspectives identifiées par UNI, dans le cadre de l'Alliance des Peuples de la Forêt, ont conduit les dirigeants Surui à comprendre que former une association et participer au mouvement indigène national était important, afin que dans l'avenir ils puissent mieux vivre avec une autonomie plus grande et conserver l'intégrité de leur territoire. Ainsi, avec l'appui de l'UNI, l'association Metareilá obtient son premier financement du ministère de l'environnement brésilien.

Le projet contracté devait utiliser tous les moyens disponibles afin de faire l'inventaire de la terre indigène du Sept Septembre et développer des projets économiques durables.

Il fut développé un partenariat avec le Centre de recherche indigène de l'Université catholique de Goiás, pour l'octroi de bourses aux étudiants indigènes. Le jeune Almir Surui fut choisi parmi des jeunes autochtones de provenances de

COLLECTIF INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE INDIGENE SURUI

diverses régions du Brésil pour participer à ce programme. Il commença ses études supérieures par un cours biologie appliquée.

Jusque là, seulement 20 ans après le premier contact permanent avec la FUNAI, le peuple Paiter Surui cherchait à gérer le mode de vie qui lui était imposé par ce nouveau monde, déterminé par le contact avec la société brésilienne. Une succession d'informations et d'événements dramatiques ont mis quotidiennement en échec l'ancien univers Surui avec ses connaissances millénaires accumulées en harmonie avec la forêt. Ainsi, alors que les rêves et les attentes d'implémentation du premier projet n'ont pas été réalisés, les Surui commencent à agir de manière intensive, de 1988 à 1990, avec d'autres peuples et associations indigénistes et indigènes de l'état du Rondônia, afin de défendre la préservation des ressources naturelles, tentant de déposer des plaintes et produisant plusieurs déclarations publiques au sujet de la commercialisation du bois illégale provenant des terres indigènes.

Dans un contexte régional troublé, les premiers dirigeants de l'Association Metareilá ont suivi le développement des activités de la PLANAFLORO (plan socio-économique écologique de l'état du Rondonia), le projet Úmidas - Agenda pour le développement durable de l'Etat de Rondonia, ainsi que d'autres politiques concernant directement la question autochtone, comme l'implémentation de la DSEI Vilhena (Distrito Sanitário Especial Indígena de Vilhena) et d'autres à différents niveaux de l'administration publique.

3. Les initiatives du peuple Surui

3.1 Les réflexions structurelles

En 1999 l'association Metareilá sollicite l'appui de la FUNAI pour développer un programme structurel pour l'ensemble de la terre indigène, appelé programme Paiterey. A partir de là, l'une des premières étapes fut la création d'un partenariat avec l'association de défense ethno-environnementale Kanindé, qui réalisa en 2001 un diagnostic Agro-environnemental participatif; et en partenariat avec ACT Brésil (depuis nommé ECAM), réalisa la cartographie ethnique de la Terre indigène du Sept Septembre. Les deux documents produits à cette époque ont servi de base pour la construction du plan de gestion ethno environnemental de la Terre indigène du Sept Septembre, élaboré au cours d'un long processus communautaire qui a été achevé en 2008.

Cet ensemble de trois documents est devenu le principal outil utilisé par le coordinateur Association Metareilá, Chef Almir Surui, pour la recherche de partenariats pour la mise œuvre d'actions intégrées de gestion du territoire Surui, à un moment où l'utilisation de ces concepts - plans de vie, gestion territoriale - constituait déjà en soi un acte pionnier. Trouver des mécanismes et des sources de financement pour la mise en œuvre de ce type d'action globale et audacieuse était un nouveau défi.

A la même époque, d'autres associations ont été créées au sein du peuple Surui, pour adapter les structures de représentation et d'articulation de base de manière plus adéquate par rapport aux besoins variés des quatre clans et 27 villages du territoire. A cette occasion l'association Metareilá reprit sa fonction de base, se limitant à représenter les familles du clan Gameb, puisque les autres clans qui existent aujourd'hui parmi les Surui (Gabgir, Kaban et Makor) étaient dorénavant représentées par les organisations nouvellement créées.

L'association Metareilá se pencha désormais sur des actions spécifiques dans sa communauté de base, le projet le plus important étant le projet de reforestation PAMINE (Renaissance), débuté en 2005 à la périphérie du village de Lapetanha, avec le soutien de l'association Kanindé, qui avait reçu de l'état du Rondônia des fonds provenant d'amendes concernant l'environnement.

3.2 La reforestation et le plan carbone

Après cette première phase, un partenariat fut initié avec l'association environnementale suisse Aquaverde, qui a permis aux Surui de continuer et amplifier leur projet de reforestation visant à restaurer des terres transformées en pâturages et des zones de forêt secondaire et de redensifier des zones de forêt primaire avec des espèces qui avaient été déboisées par les colons squatters et les exploitants forestiers. Au fil des années cette activité a été étendue à d'autres villages, et jusqu'à aujourd'hui environ 190.000 plants ont été plantés dans tout le territoire.

C'est dans ce contexte qu'a pu voir le jour le développement du projet de Carbone Forestier Surui REDD+ en temps qu'une alternative parmi d'autres, pour accéder à des ressources financières qui aideraient la mise en œuvre des actions du plan de gestion - surnommé «plan à 50 ans" du peuple Surui.

3.3 Données sur la zone et le public concernés

La zone d'action de l'Association Metareilá est le territoire indigène du Sept Septembre, situé entre les états de Rondônia et Mato Grosso, avec surface de 247,869 ha (voir le plan ci-dessous). Le territoire est traversé par le cours supérieur de la rivière Rio Branco (affluent de rivière Roosevelt) et est délimité au nord-est par la ville de Rondolândia et la terre indigène Zoró, au sud-est par des zones agricoles dans la région des municipalités Espição D'Oeste (RO) , au sud-ouest par les municipalités de Cacoal (RO) et Ministro Andreazza (RO) à l'ouest.

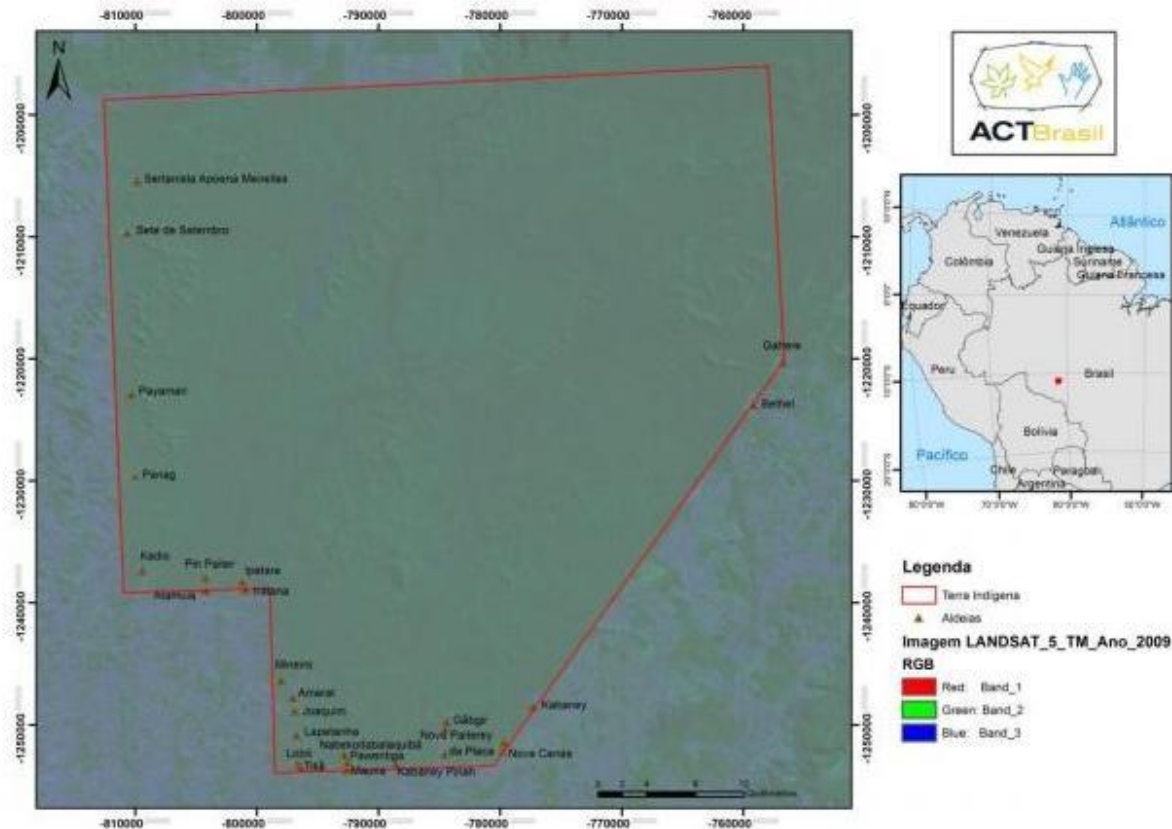


Figura 1 – Aldeias da T.I. Sete de Setembro

Fonte: ACT – Brasil/2008

COLLECTIF INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE INDIGENE SURUI

Même si environ 40% de la superficie (100'468,03 ha) sont situés dans l'état du Rondônia et 60% (147'401,73 ha) dans l'état du Mato Grosso, la presque totalité de la population a ses villages situés au Rondônia, ce qui est expliqué par de plus nombreuses et meilleures routes d'accès reliant les indigènes aux villes les plus proches: Cacoal et Espigão D'Oeste

Selon le dernier recensement, présenté dans l'«Enquête socioéconomique de la terre indigène du Sept Septembre» (l'une des études produites par Maria do Carmo Barcellos en 2010) réalisée entre fin 2009 et début 2010, la population Surui était de 1'231 personnes divisées en 215 familles vivant dans 25 villages répartis le long des frontières sud, est et ouest du territoire, et 24 familles vivant dans d'autres endroits.

Dans ce cadre géographique il est extrêmement important de noter que la Terre indigène du Sept Septembre couvre les municipalités de Cacoal, Ministro Andreazza e Espigão do Oeste au Rondônia et la municipalité de Rondolândia dans le Mato Grosso est le seul territoire resté recouvert par de la végétation native.

3.4 Le rôle moteur de l'association Metareilá

C'est l'association Metareilá qui est l'initiatrice du projet carbone forestier Surui et qui a été en mesure d'établir les partenariats importants pour la production du grand nombre de documents, analyses et subventions axées sur TISS: Diagnostique de la terre indigène du Sept Septembre, cartographie culturelle, le soutien la surveillance du territoire et la création d'un plan de protection territorial, le soutien au développement d'un plan de commercialisation de l'artisanat, d'un plan de commerce des noix du Brésil et d'un plan d'éco-tourisme, la mise en place du Centre de formation Surui et formation des jeunes pour utilisation des technologies de l'information, la formation d'agents environnementaux indigènes et le renforcement des organisations Surui, sans compter d'autres activités comme la diffusion du projet carbone Surui à différents peuples autochtones.

Le siège de l'association Metareilá du peuple indigène Surui est installé sur son propre espace comprenant aussi le Centre de formation Surui, à Cacoal, Rua Geraldo Cardoso Campos 4343, quartier Josino Brito, code postal 76961-496, un terrain d'environ 4 hectares avec bureaux, centre informatique, magasin d'artisanat, dortoirs et lieux de réunion traditionnels, cuisine, et forêt native. A l'origine il y a plus de 30 ans, cet espace était destiné au travailler avec les indigènes Surui et d'autres groupes ethniques de la région du Rondônia, du Mato Grosso et d'Amazonas.

Occupé successivement par la PACA - (Protection environnementale de Cacoal) et le Forum Paiter, c'est maintenant le Centre de formation Paiter Surui qui est devenu une référence en temps que mouvement indigène au niveau régional et national.

L'Association Metareilá possède deux véhicules pour les travaux sur le terrain (pick-up L200 Mitsubishi) et 20 ordinateurs pour le travail de bureau et sur le terrain, ainsi qu'un appareil photo et un caméscope, un projecteur de données et autre matériel de bureau.

3.5 Gouvernance démocratique

Le Conseil de surveillance de l'association Metareilá est formé par les dirigeants Surui élus dans l'assemblée et qui, avec la direction de l'association, prend la responsabilité de la gouvernance de l'entité. Leurs décisions sont orientées par des mécanismes de consultation avec les villages représentés par l'association, les décisions du Parlement Surui et par les directives du *Code éthique Paiter*, les délibérés suivent un processus participatif impliquant les représentants de toutes les communautés Surui. Pour les tâches opérationnelles, ils guident leurs achats et les contrats sur la base du Manuel des procédures financières développé en 2011 avec les conseils et soutien de l'IIEB -. Institut international

pour l'éducation au Brésil.

4. La situation actuelle du peuple Surui

4.1 Les réalisations

Dans les premières années de la décennie 2000, les associations de base Surui ont fait des représentations auprès du ministère public, l'Ibama et la Funai, déterminés à trouver des moyens pour arrêter l'exploitation du bois. Mais ces tentatives ne pouvaient pas réussir sans la mise en place d'autres sources sûres de revenus pour les familles autochtones. L'économie basée sur la famille et les produits traditionnels d'extraction comme la noix du Brésil ou le caoutchouc n'offrait et n'offre toujours pas un rendement financier égal à celui obtenu par la participation dans le commerce du bois.

La principale opportunité qu'ont eu les Surui pour modifier ce scénario a commencé en 2009, quand le peuple Surui a gagné une plus grande force institutionnelle avec l'idée que la défense du territoire traditionnel et de ses ressources naturelles est non seulement possible, mais également compatible avec l'obtention de ressources financières. Ce furent les premières articulations du Projet Carbone Surui. Les associations de base autour de laquelle est organisée la population Surui ont alors signé un pacte, s'engageant à cesser l'extraction du bois, une condition préalable pour la validation et la vérification d'un stock de carbone qui pourrait être mis en vente sur le marché de *la réduction volontaire du marché les émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts* (REDD+).

Cependant, bien que les associations et tout le peuple Surui en s'engage continuellement depuis 2009 dans les tâches de mise en œuvre du projet, la première vente de ce qu'on appelle des crédits de carbone Surui n'a été effectuée que récemment, en 2013; et c'est seulement depuis 2014 que les ressources provenant du projet REDD+ peuvent commencer à atteindre leur destination finale - les villages et associations de base - pour développer des projets de différentes échelles et natures visant à améliorer la vie des Surui.

L'arrivée des premières ressources a été accompagnée par la réalisation pénible que le maintien d'un projet de vente de crédits de carbone, en particulier dans ses premiers stades, exige une énorme quantité de ressources, des activités de vérification périodiques, l'enregistrement des demandes et la gestion des comptes, et le maintien d'équipes permanentes qui répondent à la gestion et la responsabilité des actions liées au projet. Bien qu'il soit connu que, dans les années qui viennent, le projet aura tendance à s'équilibrer, il est possible d'affirmer qu'il est pas à lui seul, une source de revenus suffisantes pour mener des actions systémiques de la gestion de la terre autochtone et, plus difficile, la période entre l'adhésion de tous les villages au projet et la perception des premiers résultats tangibles met le projet carbone forestier Surui dans une situation momentanément critique.

4.2 Les problèmes structurels

En général, ce sont les processus sociaux et économiques qui ont conduit les Surui qui vivent maintenant dans le territoire indigène du Sept Septembre - depuis les anciens, hommes et femmes nées avant le contact de 1969, jusqu'aux jeunes garçons et filles qui commencent aujourd'hui à obtenir leurs diplômes universitaires - à être pris maintenant dans les mailles d'un scénario marqué par la persistance du harcèlement des déforesteurs (madeireiros) et mineurs (garimpeiros) illégaux, les invasions prédatrices et les effets de la dégradation des forêts sur le territoire.

Les expéditions de collecte d'informations effectuées en 2014 par l'Association Metareilá on mis au grand jour un nombre croissant de traces flagrantes des invasions dans la terre indigène à des fins d'extraction non seulement de

COLLECTIF INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE INDIGENE SURUI

bois, mais aussi de minéraux, en particulier l'or et le diamant, mais aussi de gravier et de sable, ainsi que la chasse et la pêche illégale.

Le même scénario est également marqué par la lenteur et la fragilité dans l'établissement d'alternatives productives durables et rentables. Alors que les efforts visant à la création de ces alternatives date d'il y a des années, il y a beaucoup d'obstacles (ou il manque d'apprentissage nécessaire) dans la logistique et la commercialisation, jusqu'à ce que soient mis en œuvre des chaînes de produits forestiers contenant une qualité et une régularité à une échelle suffisante pour générer des niveaux de revenus qui répondent aux besoins des familles Surui.

Ces niveaux de revenu, ainsi que la production potentielle d'alternatives durables existant au sein de la terre indigène ont été analysés dans le *Plano de Ação Participativo para o Desenvolvimento de uma Economia Racional e de Manejo Sustentável dos Recursos Naturais da Terra Indígena Sete de Setembro* (Plan d'action participative pour le développement d'une économie rationnelle et la gestion durable des ressources naturelles autochtones de la terre indigène du Sept Septembre, de Maria do Carmo Barcellos écrit en 2010 (document ci-joint).

Le plan d'action fournit un diagnostic socio-économique détaillé du peuple Surui à, à partir de là, détaillant les moyens de mettre en œuvre les différents domaines thématiques du PGTA des indigènes Surui, achevé en 2008 (document ci-joint). Ce double document largement validé dans les processus de consultation avec l'ensemble de la population Surui, a fourni les directives pour hiérarchiser les principaux problèmes et les interventions appropriées, la portée de ce projet.

Il est encore le diagnostic du *plan d'action* qui montre que le scénario s'aggrave considérablement si l'on tient compte de la situation de l'échec des droits fondamentaux dans les domaines de la santé et de l'éducation, ainsi que dans les domaines du logement, du transport et de la communication. Un tel état de vulnérabilité accentue l'attrait de la vie dans la ville sur les élèves, les dirigeants ou les personnes malades et de leurs familles, à la recherche de prise en charge immédiate de ces besoins. La vulnérabilité de la population dans ces zones est également obstacle à l'obtention de résultats solides et des interventions durables visant la production et la génération de revenus durables, car elle est un obstacle aux actions liées à la formation et la disponibilité des personnes qui devraient être impliqués.

5. Invasion illégale, massive et récente du territoire Surui

Extrait de l'appel à l'aide d'Almir Narayamoga Surui, chef du peuple Paiter Surui du 13 octobre 2016

5.1 Invasion massive illégale et mafieuse

Depuis le début de cette année 2016, nous subissons une invasion massive des déforesteurs et des orpailleurs de diamants et d'or. Tous les jours, 300 camions sont sortis de notre territoire remplis de bois, ce qui représente 600 hectares de forêts déforestées. Et cela ne cesse d'augmenter alors que selon la Constitution du Brésil, il est totalement illégal de déforester et d'extraire du minerai d'une réserve indigène. Sur le terrain, les déforesteurs ont de gros moyens, avec des machines Caterpillar. Nous avons constaté une pollution au mercure et au cyanure dans les 3 rivières du territoire Surui à cause des orpailleurs!

5.2 Mise en danger des familles

Les répercussions sont terribles. En plus des dégâts écologiques (et la remise en cause de notre mode de vie), ces

COLLECTIF INTERNATIONAL DE SOUTIEN AU PEUPLE INDIGENE SURUI

invasions mettent en danger directement nos familles et nos enfants. En effet, nous sommes sous la menace des armes des déforesteurs et des orpailleurs! Soit on collabore, soit ils nous mettent le fusil sur la tempe! En plus, ils tentent de corrompre une partie de mon peuple avec de l'argent et des armes. Par manque d'alternative, certains des miens acceptent contre leur volonté première de sauvegarder la forêt. La situation est terrible!

5.3 Destruction des acquis écologiques

Nous, peuple Surui, sommes le premier peuple indigène au monde à avoir mis en place et gérer nous-même un projet REDD+ pour sauver la forêt amazonienne, poumon de notre planète. Mais les invasions auxquelles nous faisons face aujourd'hui remettent en cause l'accord du REDD et va à l'encontre de l'esprit de l'accord de la COP21!

5.4 Inaction du nouveau gouvernement brésilien

Malgré nos appels à l'aide contre cette mafia, le nouveau gouvernement ne réagit pas. De par leur silence, ils sont les complices silencieux de cette destruction de la forêt et de notre peuple!

5.5 Appel à l'aide

"Nous ne savons plus quoi faire, A l'aide!"

Almir Narayamoga Surui

Chef du peuple indigene Pater Surui